



EARL DE FOUGERES
Mme Mélusine VALLA - ROCH
265, Route de Fougères
26300 CHATEAUNEUF SUR ISERE

MAIRIE DE CHATEAUNEUF-SUR-ISERE

6, rue des Remparts

Tél : 04.75.71.83.88

Valence Romans Agglo

Service Application du Droit des Sols

Contact : Stéphane LABAUME

Tél : 04.75.63.76.87

Courriel : stephane.labaume@valenceromansagglo.fr



à rappeler dans toute correspondance

DOSSIER : N° PA 026 084 23 00002

Déposé le : 08/08/2023

Demandeur : EARL DE FOUGERES

Sur un terrain sis : 356, Route de Fougères à
CHATEAUNEUF-SUR-ISERE (26300)

Références cadastrales : 26084 YX 42

Madame,

Vous avez déposé une demande de Permis d'Aménager le 08/08/2023 pour un projet de création d'un camping à la ferme de 25 emplacements, sur un terrain situé 356, Route de Fougères à CHATEAUNEUF-SUR-ISERE (26300).

Il vous avait alors été indiqué que le délai d'instruction de votre demande était en principe de 3 mois mais que l'administration pouvait, dans le mois suivant le dépôt de votre dossier, vous écrire :

- soit pour vous avertir qu'un autre délai est applicable, lorsque le Code de l'urbanisme l'a prévu pour permettre les consultations nécessaires,
- soit pour vous indiquer qu'il manque une ou plusieurs pièces à votre dossier,
- soit pour vous informer que votre projet correspond à un des cas où une autorisation tacite n'est pas possible.

Par courrier en date du 22/08/2023, vous avez ainsi été destinataire d'une demande de pièces complémentaires et nous vous avons également informée que le délai d'instruction de votre demande devait être porté à 5 mois.

De fait, votre dossier a bien été complété le 29/08/2023 puis le 05/09/2023, générant une date limite d'instruction fixée 05/02/2024.

Pour autant, et suivant la nomenclature annexée à l'article R. 122-2 du Code de l'Environnement, il ressort que les terrains de camping (entre 7 et 200 emplacements) et les projets d'aires naturelles (entre 7 et 30 emplacements) doivent être soumis à examen au cas par cas de l'Autorité Environnementale.

Dans ces conditions, je vous remercie de bien vouloir compléter à nouveau votre demande en nous transmettant dès que possible la pièce suivante :

- **PA14.** L'étude d'impact ou la décision de l'autorité chargée de l'examen au cas par cas dispensant le projet d'évaluation environnementale [article R. 441-5 du Code de l'urbanisme].

A toutes fins utiles, vous pourrez trouver de plus amples informations sur le site de la DREAL Rhône-Alpes.

Je vous prie de croire, Madame, en l'assurance de ma considération distinguée.

Fait à CHATEAUNEUF-SUR-ISERE, le 08.11.2023

Jean-Paul PERRET,

Le 6^{ème} Adjoint, délégué à l'urbanisme



¹ Le maire en délivre certificat sur simple demande.

² Certains travaux ne peuvent pas être commencés dès la délivrance de la décision de non opposition et doivent être différés : c'est le cas des travaux de démolition, ou des travaux situés en site inscrit, ainsi que des travaux faisant l'objet de prescriptions au titre de l'archéologie préventive.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Durée de validité du permis : conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation : il doit souscrire l'assurance de dommages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

Délais et voies de recours contre la présente lettre : le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la présente lettre dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr